



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Italie

• (Page 08)

Mediobanca met le cap sur la gestion de patrimoine

La principale banque d'affaires italienne veut profiter de l'épargne abondante de l'Italie, de ses familles ...

Automobile

Renault enregistre une perte historique en 2020

Le constructeur automobile français a es-suyé une perte de 8 milliards d'euros en 2020, dont 4,9 milliards pour son partenaire japonais Nissan. • (Page 08)



Solidarité / Transferts monétaires au Togo

• (Page 03)

« Novissi » activé dans la région des Savanes



Information sur le crédit

• (Page 05)

CREDITINFO WEST AFRICA, le BIC de l'UMOA

Opérationnalisation du guichet unique

Des avancées notables enregistrées

Le Directeur Général de la Société d'exploitation du Guichet Unique pour le Commerce (SEGUCE TOGO), Olivier Lederer a été reçu ... • (Page 02)

Région des Plateaux

Les Mairies élaborent une stratégie de collaboration avec l'ANADEB

L'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) est en atelier régional d'élaboration de la stratégie ... • (Page 04)

Lutte contre la faim

Le FIDA approuve un financement de 3,8 milliards d'USD

Un total de 3,8 milliards d'USD, c'est le montant que le Fonds international de développement agricole (FIDA) des Nations ... • (Page 06)

Ebola

L'aéroport de Lomé prend ses dispositions

Le coronavirus n'est plus la seule pandémie qui fait rage en Afrique de l'ouest. Le virus Ebola commence aussi à inquiéter, surtout en Guinée ... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP



(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO



togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Opérationnalisation du guichet unique au Togo

Des avancées notables enregistrées

Le Directeur Général de la Société d'exploitation du Guichet Unique pour le Commerce (SEGUCE TOGO), Olivier Lederer a été reçu par la Cheffe du Gouvernement Togolais Victoire Tomégah-Dogbé ce mardi 23 février 2021 à la Primature pour faire le point annuel 2020 sur la Société et les différentes avancées du guichet depuis sa mise en place au Togo.

● Bernard AFAWOUBO

Dédié à la facilitation du commerce, le Guichet Unique pour le Commerce Extérieur est une plateforme unique, dématérialisée et interactive à l'usage de la communauté du commerce extérieur. Au Togo, il a été mis en place en 2014 avec son système d'information automatisé, optimise et sécurise les procédures des acteurs publics et privés liées à l'importation, à l'exportation, au transit et au transbordement des marchandises. Les avancées enregistrées par la mise en œuvre du guichet unique au Togo depuis 2014 était au menu des échanges entre le Directeur Général de la Société d'exploitation du Guichet Unique pour le Commerce (SEGUCE TOGO), Olivier Lederer qui a été reçu par la Cheffe du Gouvernement Togolais, Victoire Tomégah-Dogbé ce mardi 23 février 2021 à la Primature à Lomé. A en croire le Directeur Général de la Société d'exploitation du Guichet Unique pour le Commerce



● Le DG / SEGUCE TOGO, Olivier Lederer en tête-à-tête avec le Premier Ministre Victoire Tomégah-Dogbé

(SEGUCE TOGO), Olivier Lederer, cette rencontre avec la cheffe du Gouvernement leur a permis de faire le point annuel de 2020 sur la société d'exploitation du guichet unique pour le commerce extérieur (SEGUCE), les différents points d'avancée du guichet unique durant l'année écoulée, notamment les avancées qui étaient très attendues par les acteurs comme, la possibilité de paiement en ligne des documents de frais unique. « Aujourd'hui, les acteurs peuvent payer en en

ligne par virement bancaire et n'ont plus obligatoirement besoin de se déplacer aux guichets des banques pour payer » a-t-il affirmé. Selon lui, il s'agit d'une avancée de dématérialisation et de digitalisation conformément à la politique du gouvernement. Le guichet unique à ce jour, collecte les recettes des différentes structures et les reverse immédiatement et directement sur leurs comptes, ce qui n'était pas possible avant.



● Olivier Lederer à la sortie de l'audience

AUX DECIDEURS ...
Un grand ami du Togo...

Je me réjouis de la nomination de M. Makhtar Diop, grand ami du Togo, à la tête de la Société internationale financière Je lui adresse mes vives félicitations pour sa nomination historique au poste de Directeur Général de la SFI » a indiqué le Chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé sur son compte Twitter.

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a donc adressé ce 19 février 2021 ses vives et chaleureuses félicitations à Makhtar Diop porté à la tête de la Société internationale financière (SFI).

Pour rappel, avant sa nomination, M. Makhtar Diop était Vice-président de la Banque mondiale (BM) chargé des infrastructures. L'homme a contribué au renforcement du partenariat entre l'institution de Breton Wood et notre pays notamment dans les domaines des infrastructures, l'économie numérique et la formation.

Membre du groupe de la Banque mondiale, la Société internationale financière (SFI) est la plus importante institution internationale d'aide au développement dont les activités sont essentiellement consacrées au secteur privé dans les pays en développement.

Le Togo bénéficie déjà d'un accompagnement constant de la SFI dans la mise en œuvre efficace des réformes économiques en vue d'une amélioration efficiente du climat des affaires et de la stratégie nationale d'électrification. L'institution financière a ouvert ses portes à Lomé le 9 juillet 2019.

M. Diop aura pour tâches principales d'approfondir et stimuler la stratégie « 3.0 » d'IFC, dont l'objectif est de favoriser la création de nouveaux marchés et mobiliser des capitaux privés à grande échelle, et de mettre en œuvre les engagements pris au titre du programme d'augmentation du capital d'IFC, qui comprennent notamment une hausse des investissements pour le climat et pour l'égalité hommes-femmes et un soutien accru aux pays en situation de fragilité, conflit et violence.

Il aura également pour mission de renforcer les liens entre IFC, la BIRD/IDA et la MIGA, en contribuant ainsi à l'accélération des efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale en vue de stimuler le développement de ses pays clients.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Programme de solidarité et de transferts monétaires au Togo

« Novissi » activé dans la région des Savanes

Les populations de la région des Savanes bénéficieront du programme de solidarité et transfert monétaire "Novissi" à compter de ce lundi 22 février 2021.

• **Bernard AFAWOUBO**
Les autorités togolaises ne lésinent pas sur les moyens pour protéger la population contre la propagation de la pandémie liée à la COVID-19. C'est ainsi que face à l'augmentation des cas de contamination observer dans la région des Savanes, le gouvernement togolais a décidé le bouclage et la mise sous couvre-feu de la région. Cette mesure qui a débuté le 27 janvier a pris fin ce 21 février 2021. En vue d'accompagner financièrement les populations à une relance économique, les autorités du pays ont annoncé l'activation du programme de solidarité et de transfert monétaire "Novissi" pour une durée de deux semaines à compter du lundi 22 février 2021. Cette annonce a été faite à travers

un communiqué rendu public ce 22 février. Cette mesure concerne les personnes et famille les plus vulnérables des sept préfectures de la région des Savanes notamment Cinkassé, Kpendjal, Kpendjal Ouest, Oti, Oti-Sud, Tandjouaré et Tône. Par ailleurs, pour les populations concernées, les femmes recevront chacune une somme de 6 125 FCFA et les hommes, une somme de 5250 FCFA. Selon le communiqué, les localités de cette région étant majoritairement rurales, l'aide est octroyée à toute la population adulte à l'exception des fonctionnaires, des personnes inscrites à la Caisse nationale de Sécurité Sociale, ou à la Caisse de retraite du Togo. Aussi les bénéficiaires sont invitées à s'inscrire à partir d'une carte d'électeur en



composant le *855#. Le gouvernement invite les populations bénéficiaires à faire preuve de vigilance et à ne donner sous aucun prétexte leur carte d'électeur ou le

numéro du NSF de la carte à des tierces personnes en vue de se prémunir de toutes tentatives d'usurpation d'identité ou de fraude. Rappelons que le programme de solida-

rité et de transfert monétaire "Novissi" a été officiellement lancé le 08 avril 2020 et a pour objectif d'apporter un appui financier aux populations vulnérables dont les

activités ont été impactées négativement par les mesures barrières édictées par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la propagation de la COVID-19. A ce jour, près de 11,9 milliards FCFA ont été déboursés au profit d'environ 580 000 personnes vulnérables. Mis en place par l'Etat togolais, Novissi est un programme de transferts monétaires visant à soutenir tout citoyen togolais éligible ayant perdu son revenu en raison de l'adoption des mesures de riposte contre le Coronavirus. Le programme vise à fournir aux personnes et familles les plus vulnérables, des soutiens financiers mensuels, tout au long de l'état d'urgence.

CMJN

COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT

- Lundi 22 février 2021 -



ACTIVATION DU PROGRAMME « NOVISSI » POUR LES POPULATIONS DES PRÉFECTURES DE CINKASSÉ, KPENDJAL, KPENDJAL-OUEST, OTI, OTI-SUD, TANDJOUARÉ ET TÔNE.

- 1- A la suite de l'augmentation du nombre de cas de contamination à la COVID-19, la région des Savanes a été bouclée et mise sous couvre-feu du 27 janvier au 21 février 2021. L'adhésion des populations aux mesures barrières a permis la réduction des cas de contamination et motivé la levée des mesures restrictives préalablement mises en place dans la région.
- 2- Afin d'accompagner, les personnes et familles les plus vulnérables de cette région dans la reprise des activités économiques, « NOVISSI » est lancé à compter de ce lundi 22 février 2021 pour une durée de deux semaines.
- 3- Les populations des préfectures susmentionnées vont bénéficier d'une tranche d'aide, soit 6125 F CFA pour les femmes et 5250 F CFA pour les hommes.
- 4- Les localités de cette région étant majoritairement rurales, l'aide est octroyée à toute la population adulte, à l'exception des fonctionnaires, des personnes inscrites à la Caisse Nationale de Sécurité sociale et/ou la Caisse de Retraites du Togo.
- 5- Les prérequis pour bénéficier de « NOVISSI » restent inchangés à savoir : avoir une carte d'électeur valide postérieure à l'an 2018, s'inscrire en composant le *855#, puis choisir l'option 1 « S'inscrire au programme « NOVISSI », et fournir ensuite les informations demandées.
- 6- Lancé le 8 avril 2020, « NOVISSI » soutient les travailleurs du secteur de l'informel qui risquent de perdre de leur revenu journalier, à cause des mesures restrictives prises par l'Etat pour freiner la propagation de la COVID-19.

1
servicecommunication@primature.gouv.tg

7- Environ 580 000 personnes ont à ce jour bénéficié de l'aide financière « NOVISSI », avec près de 11,9 milliards F CFA (US \$ 21 M) déboursés par le gouvernement.

8- Les populations sont invitées à rester vigilantes et à ne donner, sous aucun prétexte, leur carte d'électeur ou le numéro NSF de la carte à des tierces personnes pour se prémunir contre d'éventuelles tentatives d'usurpation d'identité ou de fraude.

9- Le Gouvernement exhorte les populations au respect strict des mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire en vigueur sur le territoire national. Gestes barrières, distanciation sociale, isolement volontaire des cas suspects, restent les meilleures armes pour lutter contre la propagation de la COVID-19.

Plus d'informations sur le site web : <https://novissi.gouv.tg> | Contact : 855

Fait à Lomé, le 22 février 2021
LE GOUVERNEMENT

2
servicecommunication@primature.gouv.tg

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Information sur le crédit

CREDITINFO WEST AFRICA, le BIC de l'UMOA

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Société Financière Internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, lancent au sein de l'UMOA (Union monétaire ouest africaine), une campagne de sensibilisation du grand public destinée à une meilleure connaissance des services offerts par CREDITINFO WEST AFRICA, le Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de l'UMOA.



● Joël YANCLO

Des podcasts, livre économique (E-BOOK), des posters sont conçus, dans le cadre d'une campagne vise à sensibiliser les populations de l'UMOA, notamment les consommateurs et les entreprises sur leurs droits en matière de partage de données sur le crédit. Il s'agit d'une initiative de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Société Financière Internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale qui vise à susciter leur adhésion au BIC en utilisant les rapports de solvabilité pour vérifier les informations

sur les crédits les concernant et, au besoin, formuler des réclamations pour les corriger en cas d'erreur. Il s'agit principalement d'informations relatives aux données signalétiques, à l'historique des remboursements et aux engagements contractés auprès des institutions financières et des grands facturiers (sociétés d'électricité, d'eau, de télécommunications, de téléphonie mobile, etc), dont la qualité est prise en compte dans le processus d'octroi de crédit aux clients. Ainsi, divers éléments, sont mis à disposition pour cette campagne de sensibilisation. Dénommés "Tontine d'ici", les podcasts en 4 épisodes

présentent les différents thèmes dont ils portent le titre. Ils sont disponibles sur la chaîne YouTube de la BCEAO. Le livre électronique est un guide à la sensibilisation du grand public au Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) assorti d'un glossaire des termes financiers ainsi que d'une fiche d'information. Quant aux posters, ils sont déclinés pour chacun des huit (8) pays de l'UEMOA portent des messages relatifs aux à l'amélioration du rapport de crédit, le consentement des consommateurs, la solvabilité, la correction des erreurs et trois points importants à retenir.

Région des Plateaux

Les Mairies élaborent une stratégie de collaboration avec l'ANADEB

L'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) est en atelier régional d'élaboration de la stratégie de collaboration entre l'ANADEB et les mairies de la région des Plateaux, à l'« hôtel Isis » d'Atakpamé, la ville des sept collines, le mardi 23 février 2021.

Cet atelier qui vise à échanger et à élaborer de façon participative, la stratégie de collaboration autour des actions du secteur du développement à la base, sans préjudice pour les actions d'intérêt local et pour les orientations nationales en matière de développement à la base, regroupe les douze (12) préfets et les trente deux (32) maires de la région des Plateaux, les représentants du ministère chargé du développement à la base, du ministère chargé de l'administration territoriale, le consultant chargé de l'élaboration de la stratégie de collaboration entre l'ANADEB et les communes, et des responsables et représentants des Organisations de la société civile. Démarrés depuis le lundi dans la région Maritime, ces ateliers se poursuivront avec les autres communes de la région Centrale, Kara, Savanes, et du Grand-Lomé, respectivement, les 24, 25, 26 février et le 2 mars 2021. L'atelier de validation aura lieu le 9 mars 2021 à Lomé. Pour rappel, le développement à la base est un ensemble de micro-actions intégrées et cohérentes visant à améliorer les conditions de vie et les revenus des populations d'une communauté à la base. Ces actions sont identifiées et mises en œuvre par les populations elles-mêmes suivant une démarche participative. L'opportunité offerte par l'ANADEB à travers ces ateliers, c'est celle qui met les communes au cœur du pilotage des actions de développement à la base. Dans ce positionnement, les mairies, plutôt que les CDQ et CVD autrefois, seront les interlocuteurs de l'ANADEB et veilleront au déploiement des initiatives suivant l'approche du développement conduits par les communautés (DCC).



● Le présidium à l'ouverture des travaux

● Le présidium à l'ouverture des travaux

à la base. Dans ce positionnement, les mairies, plutôt que les CDQ et CVD autrefois, seront les interlocuteurs de l'ANADEB et veilleront au déploiement des initiatives suivant l'approche du développement conduits par les communautés (DCC).

Avec Anadeb



● Vue partielle des participants

Santé

L'Union européenne décaisse 500 millions € pour soutenir l'initiative Covax

Depuis sa création en avril 2020, le programme COVAX a pour mission de mettre à disposition des pays qui en expriment le besoin, les vaccins contre la covid-19. Dans cette optique, de nombreuses organisations ont apporté leur contribution à l'initiative de l'OMS.

L'initiative COVAX a obtenu de l'Union européenne (UE) un apport supplémentaire de 500 millions d'euros. C'est ce qu'a annoncé l'institution le vendredi 19 février 2021 au cours de la réunion virtuelle des dirigeants du G7. Cette annonce qui vient porter à 1 milliard d'euros la contribution de l'UE à l'initiative

s'inscrit dans le cadre de la facilitation de l'accès aux vaccins des pays à faible et moyen revenu en leur fournissant près de 1,3 milliard de doses de vaccins avant la fin de l'année 2021. Ce nouvel apport est composé de 300 millions d'euros en subvention de l'UE et de 200 millions d'euros de garanties provenant du Fonds européen pour le développe-

ment durable plus (EFSD+), et appuiera un prêt de la Banque européenne d'investissement. Au cours de son intervention, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen (photo) a insisté sur l'importance du programme COVAX.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N° 03/2021/AO/COM/UEMOA

* Date de Publication de l'avis : 22 janvier 2021

1. Le présent appel d'offres a pour objet la fourniture et l'installation de matériel de visioconférence au profit de la Commission de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour la fourniture et l'installation de matériel de visioconférence au profit de la Commission de l'UEMOA.

Ce matériel est constitué comme suit :

N°	Désignation	Quantité
1	Ordinateurs Portables Professionnel (Laptop)	17
2	Vidéo Projecteur	10
3	Système de visioconférence	15
4	Module de micro Rally supplémentaire	24

3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requisés pour la fourniture et l'installation du matériel de visioconférence au profit des Organes de la Commission de l'UEMOA, objet du présent appel d'offres.
4. Le délai de livraison est de quarante-cinq (45) jours calendaires. Les livraisons se feront à la Commission de l'UEMOA et dans les sept (07) bureaux de Représentation de l'UEMOA.
Le soumissionnaire ne pourra se voir attribuer le marché que s'il remplit les critères de qualification énumérés ci-dessus.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
- une attestation originale conforme justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

1

380 Av. du Professeur Joseph KI - ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou 01 - Burkina Faso Tél. : (226) 50 31 88 73 à 76 Fax. : (226) 50 31 88 72
Email : commission@uemoa.int Sites Internet : www.uemoa.int et www.izf.net

NB : les soumissionnaires joindront à leurs offres, un reçu d'achat du dossier d'appel d'offres ;

5. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la Direction du Secrétariat de la Commission, de la Documentation et des Archives (DSCAD) De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA.

6. Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le vendredi 26 février 2021 à 09 h 30, heure locale, accompagnées de garantie bancaire de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

7. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 heures, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.
8. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers

Personnes à contacter:

- M. Brice SIB- Tel.: +226 25 31 88 73 à 76 poste 86 40.
Email : bsib@uemoa.int
- M. Abdoul Karim MAIKANO MAHAMANE Tel: +226 25 31 88 73 à 76 poste 86 64
Email: akmmahamane@uemoa.int

9. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par délégation,
Le Directeur de Cabinet

Adamou SOULEY

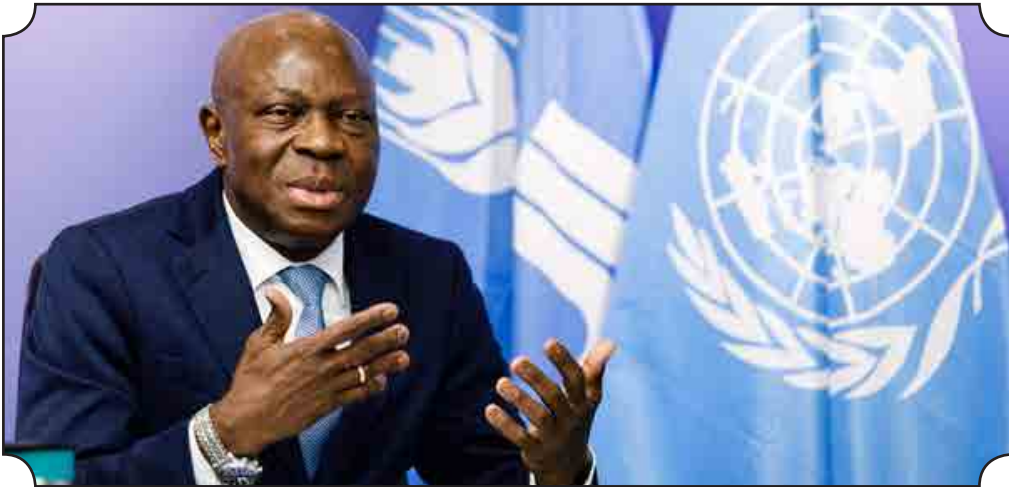


2

Lutte contre la faim

Le FIDA approuvent un financement de 3,8 milliards d'USD

Un total de 3,8 milliards d'USD, c'est le montant que le Fonds international de développement agricole (FIDA) des Nations Unies pourra désormais investir dans les populations rurales pauvres du monde. Ceci, grâce à un objectif de financement record établi aujourd'hui par les gouvernements de 177 pays lors du Conseil des gouverneurs annuels du FIDA.



● Gilbert F. Hounbo, Président du FIDA

● Joël YANCLO

À l'heure où de nombreux pays sont confrontés à de graves difficultés économiques, cette décision montre l'importance que les dirigeants mondiaux accordent à l'investissement dans un développement rural efficace sur le long terme, qui est essentiel pour atteindre les objectifs de développement durable. Cette décision est une forte marque de confiance et elle renforce considérablement la capacité du FIDA à aider les populations rurales à faire face aux retombées socio-économiques dévastatrices de la COVID-19 et des changements climatiques. Grâce à ce capital sans précédent, le FIDA touchera environ 140 millions de personnes dans les régions les plus fragiles et les plus reculées du monde sur une période de trois ans (2022-2024). Avec également une extension du programme pionnier du FIDA d'adaptation aux changements climatiques ASAP+, un nouveau programme de financement du secteur privé et des cofinancements de partenaires nationaux et internationaux, le FIDA visera à réaliser un programme de travail total d'au moins 11 milliards d'USD entre 2022 et 2024. « Aujourd'hui, nos États membres ont clairement fait savoir que le sort des pauvres et des affamés nous importe. Nous sommes tous unis dans notre lutte contre les effets de la COVID-19 et de changements climatiques très rapides, mais personne n'en ressent plus profondément les conséquences que les populations rurales des pays les plus pauvres du monde », a déclaré Gilbert F. Hounbo, Président du FIDA dans un communiqué de presse en date du 18 février 2021. « Il est moins coûteux d'investir dans le développement durable et dans une meilleure résilience aux chocs à long terme que de répondre à des

urgences humanitaires répétées. C'est la raison d'être des objectifs de développement durable et ce niveau accru d'engagement à l'égard du FIDA est une étape importante en vue de les atteindre. Les contributions qui ont été annoncées jusqu'à présent montrent que nos États membres sont déterminés à éradiquer la pauvreté et la faim, et qu'ils ont confiance dans l'impact que peut avoir l'action du FIDA », a ajouté Gilbert F. Hounbo.

De nouvelles contributions

Soixante-sept pays donateurs ont déjà annoncé leur nouvelle contribution pour un montant total de plus de 1,1 milliard de dollars dans le cadre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), un processus par lequel les États membres définissent des priorités stratégiques et engagent des fonds en faveur de l'organisation pour ses activités sur la période 2022-2024. D'autres annonces sont attendues tout au long de l'année 2021. Affichant très explicitement tout leur soutien au FIDA, l'Allemagne et la France ont rendu publique une déclaration conjointe précisant : "Les gouvernements allemand et français ont tous deux décidé d'augmenter considérablement leur soutien financier au FIDA pour atteindre un niveau sans précédent, en réponse au caractère à la fois ambitieux et nécessaire de FIDA12 pour lutter contre la pauvreté rurale en cette période critique. Nous demandons à tous les États membres de nous rejoindre avec une contribution ambitieuse". De nombreux pays parmi les gros bailleurs de fonds du FIDA ont annoncé leur intention d'augmenter très nettement leur niveau de contribution. Les États-Unis, qui sont historiquement le plus gros bailleur du FIDA, ont annoncé une contribution

de 129 millions d'USD, soit une augmentation de 43% par rapport à la précédente. Une déclaration publiée par le pays souligne le rôle du FIDA comme un "partenaire efficace sachant rassembler les bailleurs dans un cadre multilatéral afin d'avoir un véritable impact sur la pauvreté rurale au service des plus pauvres".

Des pays augmentent leurs contributions

Des augmentations de leur contribution ont également été annoncées par la France (106 millions d'USD – une hausse de 50%), l'Italie (96 millions d'USD – une hausse de 45%), la Suède (87,3 millions d'USD – soit une hausse de 60% en couronnes suédoises) et l'Irlande (14,3 millions de dollars – une hausse de 66%), entre autres. La Finlande et la Norvège ont également augmenté leurs contributions de base de 40% en monnaie nationale, et l'Allemagne, la Chine, les Pays-Bas, le Japon et le Canada ont annoncé des contributions importantes respectivement de 101 millions d'USD, 85 millions d'USD, 82,9 millions d'USD, 57,3 millions d'USD et 55,5 millions d'USD. D'autres pays, dont le Cambodge, Madagascar, la Mauritanie, le Pakistan, les Philippines et la République démocratique populaire lao ont également annoncé des contributions plus élevées, rejoignant ainsi tous ceux qui ont promis des augmentations significatives l'année dernière, notamment le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Grèce, le Luxembourg, le Mali, l'Ouganda, Sao Tomé-et-Principe et la Sierra Leone. Contribuant pour la première fois depuis 2013, Haïti a annoncé un versement représentant plus du double de sa dernière contribution, tandis que la Somalie a annoncé sa première contribution en trente ans.

Accès à l'électricité verte

145 M\$ de la DFC et la Fondation Shell pour l'Afrique

La Société financière américaine pour le développement international (DFC) et la Fondation Shell viennent de signer un partenariat en vue de renforcer leurs investissements dans les énergies renouvelables en Afrique et en Asie. Les deux partenaires investiront 145 millions de dollars d'ici à 2025.



Une nouvelle alliance se met en place pour le financement de l'accès à l'électricité via les énergies renouvelables en Afrique. Elle est formée par la Société financière américaine pour le développement international (DFC) et la Fondation Shell. Les deux partenaires s'engagent ainsi à mobiliser 145 millions de dollars pour soutenir le secteur privé africain, notamment les petits producteurs d'électricité qui installent les systèmes d'énergie propre dans les zones rurales. Dans le cadre de ce partenariat, la DFC s'engage à fournir 100 millions de dollars en dette et de capitaux propres pour soutenir les entreprises en phase de démarrage. Pour sa part, la Fondation Shell veut déployer plus de 45 millions de dollars de subventions d'ici à 2025 pour construire un réseau d'entreprises à forte croissance et à fort impact qui fournissent de l'énergie renouvelable distribuée (ERD) aux ménages, aux agriculteurs et aux entreprises dans les zones

hors réseau en Afrique et en Asie. Le nouveau partenariat «a le potentiel d'élargir le réservoir d'opportunités d'investissement que la DFC peut faire en fournissant des connexions plus profondes avec un portefeuille d'investissements énergétiques que la Fondation Shell a construit en tandem avec le Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, Power Africa et l'Agence américaine pour le développement international (Usaid) au cours des cinq dernières années — et en fournissant des informations, des cofinancements et des garanties qui réduisent le risque de soutenir de nouveaux types d'entreprises dans les secteurs naissants», indique la DFC.

Le soutien à l'autonomisation des femmes

À travers ce partenariat, la DFC veut aussi donner un coup d'accélérateur à l'initiative Power Africa lancée en 2013 par l'ancien président américain Barack

Obama, avec pour objectif de produire 30 000 MW pour électrifier 60 millions de foyers et d'entreprises en Afrique. L'institution financière souhaite aussi axer son partenariat avec la Fondation Shell sur l'autonomisation économique des femmes, à travers la croissance des entreprises sociales qui fournissent des services essentiels d'énergie renouvelable aux personnes vivant avec 2 à 10 dollars par jour dans des zones hors réseau. «Nous sommes ravis de travailler avec la Fondation Shell pour aider les entreprises à se développer grâce au financement commercial, un signe de développement durable à long terme, tout en donnant la priorité à l'autonomisation économique des femmes et en soutenant la croissance économique alors que les pays continuent à répondre à la pandémie de Covid-19», affirme Dev Jagadesan, le directeur général par intérim de la DFC.

Avec afrik21

Niger

Le président Issoufou a inauguré le 3e pont de Niamey

Le 18 février, le président de la République, Issoufou Mahamadou a procédé à l'inauguration du troisième pont de Niamey. Baptisé pont Seyni Kountché du nom de l'ancien président, cet ouvrage est le fruit de la coopération sino-nigérienne.

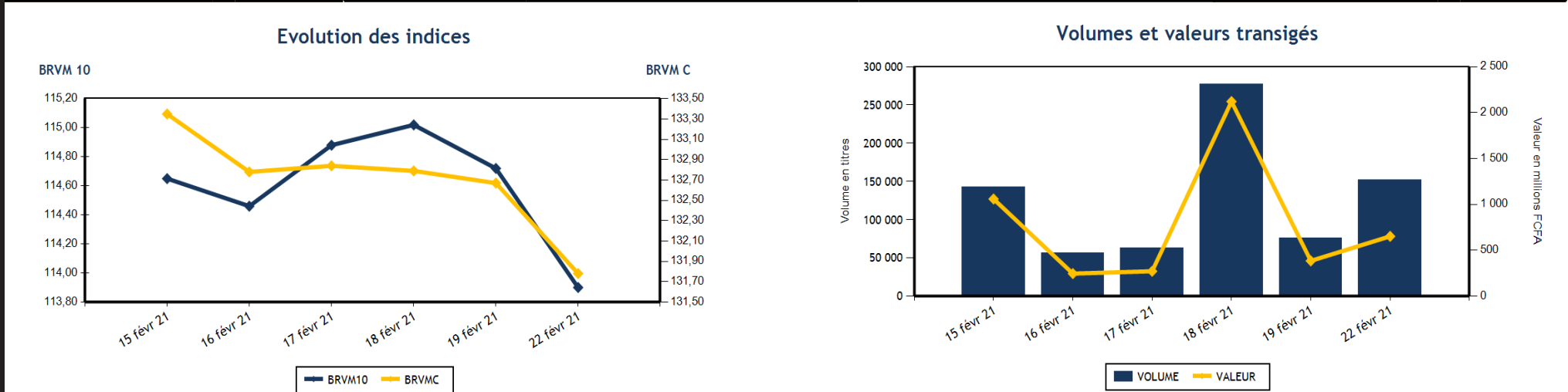
Le Président a profité de l'occasion pour rappeler le caractère un et indivisible du Niger et appelé à l'unité nationale en cette période électorale. «Le Niger est un pays un et indivisible. Tous les Nigériennes et Nigériens ne doivent jamais perdre de vue l'importance de leur unité», a déclaré le chef de l'état à cet effet. Selon le site Niamey et les 2 Jours, ce troisième pont dont la réalisation a coûté 44 milliards de francs CFA constitue le plus grand projet financé par la Chine au Niger. L'ouvrage devrait permettre une plus grande mobilité entre la rive droite

et la rive gauche de Niamey et permettre de désengorger le pont Kenedy (plus vieux pont de la ville) et le pont de l'amitié sino-nigérienne, selon les mots du ministre de l'équipement par intérim et ministre des Finances Mamadou Diop. «Ce joyau qui s'ajoute à la longue liste des infrastructures réalisées dans le cadre de la coopération Nigéro-Chinoise offre également une possibilité supplémentaire pour les usagers de corridor à l'extrême sud du Burkina Faso et du Mali», a poursuivi le ministre. Dans son allocution, l'ambassadeur de Chine au Niger, Zhang Lijun est reve-

nu sur les détails techniques du pont. «Composé d'un pont principal de 928 m, d'un pont de croche de 125 m et d'une route de raccordement d'environ 2,5 km, ce projet permettra d'alléger considérablement la pression du trafic à Niamey et de stimuler le développement socio-économique de la région», a-t-il affirmé. Rappelons que dans le cadre du programme Niamey Nyala, la capitale du Niger a subi d'importantes transformations et s'est dotée de nombreuses infrastructures routières de qualité.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	113,90	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	N° 36	lundi 22 février 2021	Site : www.brvm.org	BRVM Composite	131,78
Variation Jour	 -0,71 %					Variation Jour	 -0,67 %
Variation annuelle	 -12,97 %					Variation annuelle	 -9,35 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 965 902 672 621	-0,67 %
Volume échangé (Actions & Droits)	140 074	87,01 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	527 855 765	39,89 %
Nombre de titres transigés	38	2,70 %
Nombre de titres en hausse	12	20,00 %
Nombre de titres en baisse	14	16,67 %
Nombre de titres inchangés	12	-20,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	645	7,50 %	101,56 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	210	5,00 %	5,00 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	570	3,64 %	14,00 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 425	3,64 %	-11,49 %
BERNABE CI (BNBC)	625	2,46 %	4,17 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	39,14	0,75 %	7,97 %	6 369	7 068 185	74,92
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	358,85	0,01 %	-12,58 %	30 267	220 717 885	8,51
BRVM - FINANCES	15	54,02	-1,57 %	-9,95 %	92 285	289 309 900	6,13
BRVM - TRANSPORT	2	354,83	0,34 %	-6,30 %	2 259	3 269 470	6,25
BRVM - AGRICULTURE	5	104,55	0,25 %	20,81 %	460	1 029 180	8,54
BRVM - DISTRIBUTION	7	193,47	-0,44 %	-14,56 %	8 434	6 461 145	12,04
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	345,49	0,00 %	0,00 %	0	0	4,35
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,65	
Taux de rendement moyen du marché	8,28	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,74	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	87	
Volume moyen annuel par séance	162 023,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	999 021 889,25	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 286 047 776 804	0,06 %
Volume échangé	12 488	1 461,00 %
Valeur transigée (FCFA)	124 825 700	1 540,05 %
Nombre de titres transigés	6	200,00 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	4	300,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	4 625	-7,50 %	-30,76 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	7 615	-4,81 %	-5,93 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 400	-4,63 %	-43,33 %
CIE CI (CIEC)	1 400	-2,78 %	-6,67 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 600	-2,62 %	-3,70 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,57	
Ratio moyen de satisfaction	28,19	
Ratio moyen de tendance	1 798,12	
Ratio moyen de couverture	5,56	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	3,49	
Nombre de SGI participantes	29	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Italie

Mediobanca met le cap sur la gestion de patrimoine

La principale banque d'affaires italienne veut profiter de l'épargne abondante de l'Italie, de ses familles industrielles et se fixe comme priorité la croissance dans ses activités de gestion de patrimoine.



• Alberto Nagel, le patron de Mediobanca, veut travailler avec les groupes entrepreneuriaux. (Miguel Medina/AFP)

« La croissance dans la gestion de patrimoine est notre priorité », martèle Alberto Nagel, administrateur délégué de Mediobanca. La principale banque d'affaires italienne mise sur les opportunités de croissance permises par l'épargne abondante des Italiens, la plus importante du continent avec près de 1.700 milliards d'euros sur les comptes bancaires. Elle vise notamment le segment des grandes fortunes et des 600 familles à la tête de grosses PME et ETI. « Nous avons créé un modèle de Private & Investment Bank fortement intégré qui se fixe comme objectif d'être le partenaire de long terme des principaux groupes entrepreneuriaux, déclare aux 'Echos' Alberto Nagel. Faire émerger le potentiel de croissance et la valeur latente des patrimoines est notre mission. »

Cap sur les familles industrielles

Mais la banque contrôlée à hauteur de 13 % par le milliardaire Leonardo del Vecchio ne s'interdit pas les opérations de croissance externe. « Une acquisition ne sera prise en considération que si elle complète notre offre ou permet un saut de dimension qui paie l'intégration, explique son patron. Nous maintenons une approche vigilante et opportuniste. » « Ce n'est pas facile de trouver de bonnes cibles pour effectuer des opérations de M&A dans le secteur de gestion du patrimoine, explique Alberto Nagel à la tête de Mediobanca depuis 2008. Mais la banque dispose du capital, de la réputation et du positionnement de marché pour

continuer à progresser. » Elle l'a prouvé en 2019 en s'emparant de la banque d'affaires française Messier Maris & Associés. Une opération qui renforce la position de la France comme principal bassin de clientèle après l'Italie. Malgré le départ d'Erik Maris, qui a rejoint le fonds Advent en novembre après un conflit avec Jean-Marie Messier, la banque italienne compte bien sur la boutique française et veut poursuivre son intégration via de nouvelles embauches.

Acquisition dans la gestion de crédit détérioré

Les regards de Mediobanca ne se portent pas uniquement au-delà des Alpes, ils vont au-delà de la Manche avec au début du mois la prise de contrôle de Bybrook Capital. Cette société de gestion londonienne est spécialisée dans les prêts non performants et gère environ 2,5 milliards de dollars d'actifs. Elle renforce ainsi la plate-forme de gestion alternative bâtie grâce aux acquisitions de Cairn Capital en 2015 et de RAM Active Investments en 2017. Elle représente désormais 10 milliards de dollars d'encours. Après avoir vendu pour 2 milliards d'euros de participations dans le cadre du précédent plan stratégique, Alberto Nagel veut mettre fin à l'image d'une banque de salon, tirant les ficelles du capitalisme italien. La priorité n'est plus de tirer profit d'un entrelacs de participations dans les fleurons industriels et financiers transalpins. La stratégie de

la banque d'affaires repose sur trois piliers : la gestion de fortune, la banque de financement et d'investissement et le crédit aux consommateurs via la filiale Compass. Une stratégie qui s'est avérée payante avec des résultats semestriels, clos le 31 décembre, supérieurs aux attentes des analystes.

Résultats en hausse

Son ratio de fonds propres de base atteint 16,2 %, l'un des plus élevés de la péninsule, et le bénéfice net a triplé à 411 millions d'euros au premier semestre fiscal. Quant aux revenus, ils sont en hausse de 10 % à 1,3 milliard d'euros. Le bénéfice de la division de banque d'investissement a atteint son plus haut niveau depuis cinq ans, avec une progression de 54 % des commissions. Des commissions dopées par la multiplication des opérations de fusion en Europe. Qu'il s'agisse des introductions en Bourse les plus importantes ou des fusions les plus délicates, la banque Mediobanca est devenue incontournable en Italie. On la retrouve dans le dossier de la fusion entre Luxottica et Essilor, dans celui du récent rachat de la banque UBI Banca par Intesa Sanpaolo, des fusions Nexi-SIA dans les paiements et de FCA-PSA dans l'automobile ou encore les opérations de consolidation du secteur bancaire italien qui concerneront potentiellement cette année Banco BPM, UniCredit et BMPS.

Avec lesechos.fr

Automobile

Renault enregistre une perte historique en 2020

Le constructeur automobile français a essuyé une perte de 8 milliards d'euros en 2020, dont 4,9 milliards pour son partenaire japonais Nissan.

Le constructeur automobile français Renault a enregistré une perte historique de 8 milliards d'euros, au cours d'une année 2020 marquée par la crise du coronavirus, selon des résultats publiés vendredi. Cette perte historique s'explique principalement par la contribution du partenaire japonais Nissan, détenu à 43% par Renault: il a pénalisé le groupe au losange à hauteur de 4,9 milliards d'euros. Renault a vu de son côté ses ventes plonger de 21,3% sur l'année, avec moins de trois millions de véhicules vendus, sur un marché automobile en chute libre. Le groupe avait enregistré au premier semestre une perte de 7,3 milliards d'euros dans le contexte de la crise du Covid-19. Mais il a limité la casse au second semestre, avec une perte de seulement 660 millions d'euros et un chiffre d'affaires en recul de 8,9%. «La priorité est donnée à la rentabilité et à la génération de cash, comme annoncé lors de notre plan stratégique Renault», présenté en janvier,

Réseaux sociaux

L'Australie et Facebook en discussion après le blocage de contenus

Le patron de Facebook Mark Zuckerberg s'est entretenu vendredi avec le gouvernement australien au sujet du projet de loi qui vise à contraindre les géants de la tech à rémunérer les médias pour la reprise de leurs contenus.



Depuis jeudi, les Australiens ne peuvent plus publier de liens renvoyant vers des articles d'actualité ni consulter les pages Facebook des médias australiens qui ne peuvent plus partager leurs contenus. Le ministre australien des Finances, Josh Frydenberg a indiqué s'être entretenu vendredi avec Mark Zuckerberg. Les négociations se poursuivront ce week-end. «Nous avons discuté des questions qui restent en suspens et avons convenu que nos équipes respectives s'y pencheront immédiatement», a déclaré Josh Frydenberg sur Twitter. Le Premier ministre a indiqué lors d'une conférence de presse à Sydney que ce blocage de Facebook constitue une «menace». «Ce



a indiqué le directeur général, Luca de Meo, cité dans le communiqué. «L'année 2021 sera difficile, avec des incertitudes liées aux crises sanitaires ainsi qu'à l'approvisionnement de composants électroniques.» Le groupe n'a pas publié de prévisions pour l'année 2021. Il a accumulé des réserves de liquidités à hauteur de 16,4 milliards d'euros, dont 4 milliards tirés sur des prêts garantis par l'Etat.

Des milliards d'économies

Déjà mal en point avant la crise, Renault avait annoncé fin mai 2020 un plan d'économies de plus de 2 mil-

liards d'euros sur trois ans, prévoyant quelque 15'000 suppressions de postes dans le monde. Arrivé à l'été 2020, Luca de Meo a annoncé en janvier une nouvelle coupe dans les budgets, de recherche notamment, mais pas de nouveaux licenciements: l'objectif est désormais de parvenir à un total de 2,5 milliards d'euros d'économies d'ici 2023, et 3 milliards d'ici à 2025. La feuille de route de M. De Meo, axée sur «la valeur» plus que sur «les volumes», vise notamment à dégager plus de 3% de marge opérationnelle d'ici à 2023.

(AFP)

Facebook semble de son côté camper sur ses positions, estimant que ce texte est inapplicable et que le réseau social n'a pas d'autre choix que de mettre en place de telles restrictions. Depuis leur entrée en vigueur jeudi, le nombre de personnes ayant consulté les sites des médias australiens a chuté dans le pays et à l'étranger, le trafic à l'étranger ayant diminué de plus de 20% par jour, selon la société d'analyse de données Chartbeat. Pour autant, les internautes ne semblent pas avoir quitté Facebook pour Google qui ne paraît pas avoir enregistré de hausse de son trafic. Ce blocage a suscité la colère de Canberra, notamment car cela a affecté plusieurs pages Facebook officielles de services de secours. La plupart d'entre elles ont à nouveau fonctionné quelques heures plus tard. Google a également menacé de suspendre son moteur de recherche en Australie avant de faire marche arrière mercredi en acceptant de verser des «sommes significatives» en contrepartie des contenus du groupe de presse News Corp. de Rupert Murdoch.

Facebook campe sur ses positions

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le tech	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier

Jupiter vous sera favorable sur le plan pécuniaire. Mars, lui, aura une influence un peu plus ambiguë : d'un côté il vous inclinera à essayer d'améliorer votre budget avec une belle énergie, mais de l'autre, il risque aussi de vous souffler des envies d'achats un peu trop onéreux.

Taureau

Il est possible qu'une occasion de placement à long terme se présente à vous aujourd'hui. Réfléchissez bien avant de vous lancer. Mais n'hésitez pas si tous les facteurs vous paraissent favorables. En tout cas, vos chances seront nettement meilleures aujourd'hui que jusqu'ici.

Gémeaux

Il n'est jamais évident que les caillies puissent tomber toutes rôties dans votre bouche. Vous n'aurez qu'un seul moyen d'améliorer votre situation matérielle présente : cesser de rêver et travailler avec acharnement. Inutile de compter sur un hypothétique coup de chance durant cette journée, car certaines planètes seront là pour vous barrer la route. "Travaillez, prenez de la peine ; c'est le fonds qui manque le moins" (La Fontaine).

Cancer

Très bonne journée pour envisager de nouveaux modes de placements ou réfléchir au meilleur moyen de régler une affaire litigieuse. Vous réussirez à équilibrer votre budget ou à rétablir une situation précaire.

Lion

Deux poids lourds du Ciel se partageront votre secteur argent. Il s'agit d'Uranus et de Neptune, dont l'influence sur vos finances revêt des aspects contradictoires. Si Uranus apporte souvent des rentrées d'argent inattendues, Neptune de son côté peut vous empêcher d'y voir clair et vous pousser à des dépenses que vous regretterez. Par chance, votre nature raisonnable devrait vous préserver de ces effets pervers.

Vierge

Sur le plan financier, vous aurez plutôt tendance à vous laisser aller au gré des courants, adoptant une attitude indifférente devant les événements, qu'ils soient bons ou mauvais. Pourtant, la chance pourrait vous visiter aujourd'hui et vous fournir l'occasion d'arrondir sensiblement votre budget. Si vous gagnez des sommes rondes, n'hésitez pas à envisager un placement immobilier, car il sera très favorisé.

Balance

L'influence conjuguée de trois planètes de chance s'avérera une excellente aubaine pour votre situation matérielle. Vous saurez à la fois vous montrer entreprenant et circonspect, et vous ne prendrez pas de risques inutiles.

Scorpion

Avec cet aspect de Jupiter, vous aurez droit à une certaine chance dans le domaine des finances. Ce sera le moment de négocier avec votre banquier, de faire un emprunt ou de réorganiser vos placements.

Sagittaire

Les aspects matériels et financiers seront prioritaires. Certains natifs recevront une somme d'argent imprévue. Ce sera une journée favorable à la recherche d'un logement ou à la conclusion d'affaires immobilières. Il faudra faire face aux dépenses de toute nature.

Capricorne

Cet environnement planétaire pourrait être à l'origine d'une occasion exceptionnelle de gagner de l'argent. Saisissez la chance quand elle se présentera. D'une manière ou d'une autre, cela devrait changer peu ou prou votre vie matérielle.

Verseau

Un vent de chance matérielle vous redonnera confiance en vous, et vous vous sentirez nettement mieux dans votre peau. Tout ce qui touche à votre famille et à vos proches en relation avec les finances se verra favorisé.

Poissons

Votre situation pécuniaire paraîtra chancelante. Vous vous trouverez sur des sables mouvants, car vous devrez faire face à d'importantes dépenses alors que l'argent tarde à entrer dans votre escarcelle comme prévu. Il n'y aura pas d'autres solutions que de procéder à de sévères mesures d'économie. Interrogez-vous sur le bien-fondé des dépenses envisagées, et vous vous rendrez compte que quelques-unes d'entre elles ne sont pas indispensables.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web : www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
+228 96 26 05 15

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLU

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K. ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



Les nouveaux actes fiscaux

Validité d'un (01) an**Validité de trois (03) mois**[illegible]



OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

COMMISSARIAT GÉNÉRAL
COMMISSARIAT DES IMPÔTS
UNION DES IMPRIMERIES

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Togo - Liberte - Paix

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

INDICATEUR NUMERO

N° 27 NOTIFICATION

DATE DE CE DOCUMENT (MM/AA)

AUTRES FORMALITES ADMINISTRATIVES

VALABILITE (JOURS)

SIGNATURE

Le Commissaire des Impôts soussigné atteste que :

CONTRIBUABLE

NOM (PRENOM) : ABOUSSOU	NUMERO : 00000129	STATUT : PERSONNE
RESIDENCE (LOCALITE) : SPEDIMEN 2011		
PROFESSION : BOULANGER		
PROFESSEUR : ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE ADMINISTRATIF		
ACTIVITE RELEVANT : INDIVIDUEL		
AGE (ANNEES) : COMMISSAIRE DES IMPOTS		
PRENOM : O		
NUMERO D'IDENTIFICATION : CHARGE		

ADRESSE

REGION : **MARITIME**
COMMUNE : **COTE D**
ARRONDISSEMENT : **DE**
VILLE : **22015123**
PAYS :
COTE D

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

PRENOM : **Geff**
CARTON : **De**
AGE : **11 RUE DES IMPOTS**
PAYS :
ARRONDISSEMENT : **DE**
COTE D

Est en règle avec l'Administration Fiscale au regard des impôts, droits et taxes dont il est redevable.
Cette attestation est délivrée, sous réserve du droit de contrôle et de reprise de l'Administration Fiscale, près de l'Article 202 du Livre des Procédures Fiscales.

Fait à Lomé, le 05/01/2021

SEUL L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT FAIT FOI

4, rue de l'Indépendance, Lomé
Tél : +228 22 24 46 11 / 22 24 46 12
Email : otdr@otr.tg

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Les conditions d'obtention des nouveaux actes fiscaux

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité.

QUITUS FISCAL

Sur la période d'au moins un an :

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité ;
- n'avoir jamais fait l'objet d'une mise en demeure ;
- n'avoir jamais subi la retenue spéciale BIC de 15% appliquée sur la valeur en douane

des marchandises importées par des contribuables inactifs :

- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.

Ebola

L'aéroport de Lomé prend ses dispositions

Le coronavirus n'est plus la seule pandémie qui fait rage en Afrique de l'ouest. Le virus Ebola commence aussi à inquiéter, surtout en Guinée Conakry. Mais à Lomé, les autorités appellent à la vigilance.



A l'aéroport international Général Gnassingbé Eyadéma de Lomé, l'on prend des précautions contre ces deux virus dangereux. Selon le

Directeur général de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC), le Colonel Dokissime Gnana-Latta, tout était mis en œuvre pour renforcer

le système de surveillance épidémiologique. « Le succès en aviation, c'est l'anticipation. On n'attendra pas être surpris avant de penser à quoi faire. Conakry, c'est à 2h30 de Lomé et on peut facilement avoir ce virus ici si nous ne sommes dans la prévention. Heureusement, l'OMS et les autorités guinéennes ont pris des mesures pour circonscrire la maladie. Mais nous, nous voulons anticiper et prévenir », a-t-il laissé entendre.

Avec icilome.com

AJST

Sylvestre Gounoubou veut « marquer les esprits »

Le président de l'Association des journalistes sportifs (AJST), a été réélu ce 10 février 2021 à Lomé pour un mandat de quatre ans au cours duquel il veut consolider les acquis de sorte à « marquer les esprits ».



● Le président de l'AJST a été réélu pour une seconde mi-temps de quatre ans

L'AJST entame une seconde mi-temps sous l'ère Sylvestre Gounoubou. Elle est placée « sous le signe de la consolidation des acquis et de nouveaux défis ». Ce journaliste très proche du club Gomido de Kpalimé rempile pour un nouveau mandat de quatre ans parce qu'il estime avoir travaillé pour mériter de nouveau la confiance de ses confrères. Dans une interview publiée ce matin dans le journal Le Mérite Sportif N°85, le patron de cette association rappelle que sa « vision demeure celle de la représentativité permanente

» de « l'AJST que ce soit au plan national qu'international ». « ...ailleurs, nous allons accentuer la formation des membres par les ateliers, séminaires, symposiums et aussi le défi du professionnalisme dans le métier de journaliste sportif. Nous comptons marquer les esprits des autorités sportives par des projets qui n'ont pu être réalisés à cause de la Covid-19 qui a mis les activités en berne. Également, nous envisageons retrouver une place de choix au sein de l'AIPS (Association Internationale de la presse sportive) Afrique avec laquelle la collaboration est franche et

sincère », enchaîne l'ancien employé de la TV7. Le nouveau bureau veut se donner les moyens pour que le cinquième anniversaire de l'Association des journalistes sportifs du Togo qui s'organisera bientôt soit un événement d'une grande portée. « Je voudrais juste convier à cet effet nos membres à rester mobilisés, concentrés et soudés, afin de faire des activités de l'AJST les siennes », lance M. Gounoubou, promettant que les actions que son équipe mènera parleront d'elles-mêmes.

Avec icilome.com

Tottenham

Le vestiaire n'en peut plus de José Mourinho

Sur un siège éjectable à Tottenham, José Mourinho doit en plus de cela composer avec un vestiaire hostile à ses méthodes.



● José Mourinho sur le banc de Tottenham ©Maxppp

José Mourinho ne s'attendait pas à ça. Au début de ce nouvel exercice, le Special One semblait avoir trouvé la bonne formule à Tottenham. En effet, son équipe enchantait les observateurs et cumulait les succès sous l'impulsion de son duo Kane-Son. Les Londoniens avaient même grimpé sur la première marche du podium de la Premier League entre la 10ème et la 13ème journée de championnat. On se disait alors que les Spurs étaient bien partis pour réaliser une belle saison et qu'ils pouvaient même espérer embêter Manchester City et Liverpool. Mais le vent a tourné pour Tottenham. Depuis quelques semaines, le club anglais avance au ralenti voire même n'avance plus. Sur les 8 derniers matches joués toutes compétitions confondues, les Spurs se sont inclinés à 6 reprises (2 succès). En Premier League, ils n'ont pris que 12 points sur 36 possibles lors des 12 dernières journées. Neuvièmes avec 36 points et distancés, les Londoniens doivent vite réagir. Et les dirigeants du club comptent sur José Mourinho pour relancer la machine après la défaite de dimanche face à West Ham (2-1). Celle de trop pour Daniel Levy et ses équipes qui ont mis la pression au coach portugais, plus que jamais sur la sellette.

Une partie du vestiaire n'apprécie pas

ses méthodes
C'est ce qu'a expliqué ce mardi le Daily Telegraph. Tottenham aurait fixé un ultimatum à l'ancien coach du Real Madrid, à savoir faire le plein de points et de victoires lors des 12 prochains jours, soit lors des rencontres face à Wolfsburg AC (Ligue Europa), Burnley, Fulham et Crystal Palace (PL). Un point sera fait ensuite par le président Levy, qui aurait fait de Julian Nagelsmann sa priorité en cas de licenciement de Mourinho. Ce qui coûterait d'ailleurs 35 millions d'euros aux Spurs. Autant dire que toutes les parties ont intérêt à ce que le Portugais réussisse à inverser la tendance. Pour cela, il devra reconquérir ses joueurs. Car The Athletic et le Daily Mail révèlent ce mardi qu'une bonne partie du vestiaire n'apprécierait pas vraiment les méthodes de Mourinho. Les joueurs seraient mécontents du travail effectué lors des séances d'entraînement. En effet, celles-ci seraient allégées à tel point que les Spurs demanderaient à travailler beaucoup plus. Certains joueurs souhaiteraient revenir à l'ancienne méthode mise en place par Mauricio Pochettino, avec des doubles sessions et moins de jours de repos.

Mourinho ne doute pas

De plus, on apprend que plusieurs éléments pensent que l'équipe veut trop perfection-

ner le jeu défensif et ne pas faire d'erreur au détriment du jeu offensif. Ce qui frustrerait et ennuerait une partie du vestiaire. Les médias citent notamment l'exemple d'une séance avant le match contre Liverpool où l'équipe a passé des heures à travailler la défense sur les remises en jeu. Le but de Mourinho est d'exploiter les points faibles des adversaires et non de s'appuyer sur les forces de ses troupes. Une frilosité qui agacerait à Tottenham (37 buts inscrits, 27 encaissés). Une source proche du club anglais a confié à The Athletic : « tout a changé, même l'entraînement est maintenant tellement défensif. Il n'y a pas de plan pour faire avancer le ballon. Le plan est de défendre, de lancer le ballon sur Harry Kane et Heung-min Son. C'est tout. » Malgré cela, José Mourinho croit en ses méthodes. « Non, je ne doute pas, pas du tout. Zéro. Parfois, les résultats sont la conséquence de multiples situations dans le football. Ma méthode et celle de mon équipe d'entraîneurs, sont sans égal dans le monde. Je ne sais pas ce que vous entendez par crise. Si la crise est une frustration et une tristesse dans le vestiaire, je dirais que oui, car personne n'est heureux. » Le chantier est donc immense pour un Mourinho qui doit convaincre ses joueurs et son club qu'il est toujours l'homme de la situation.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

